



**Finance islamique Georges Corm, ex-ministre des Finances libanais et professeur à l'université Saint-Joseph à Beyrouth, souligne les inégalités engendrées par les économies rentières arabes. Pour lui, les islamistes n'ont pas de solutions. Pis: ils s'adaptent parfaitement à ce système.**

## Un argent halal pas très catholique

Propos recueillis par Laurence D'Hondt

■ **Quelles sont les caractéristiques des économies des pays arabes dans lesquelles la mouvance islamiste (Frères musulmans, Ennahdha...) a pris le pouvoir ?**

□ Il s'agit d'économies à faible productivité qui, plus d'un demi-siècle après leur indépendance, n'ont pas su enclencher le cercle vertueux d'une industrialisation accélérée sur le modèle des pays du Sud-Est asiatique. Des sources diverses de rentes économiques faciles ont provoqué une paresse technologique évidente, qui n'a pas assuré la remontée des grandes filières technologiques modernes dans l'électronique, l'informatique, la santé, les équipements et machines-outils. Ces sources de rente très abondantes proviennent du secteur foncier, ou agricole, ou touristique, ou encore de matières premières telles que l'énergie ou les phosphates. Ces ressources financières proviennent aussi du passage d'oléoducs pétroliers ou gaziers, de route de transit comme le canal de Suez, ou encore des aides étrangères et des importantes remises des émigrés. La création de zones industrielles *off-shore* n'a fait que perpétuer un système se contentant de contrats de sous-traitance passive avec les firmes multinationales.

■ **Quelles sont les réponses que la réflexion économique des partis islamistes au pouvoir apporte aux défis de systèmes économiques qui se sont avérés injustes et peu porteurs d'emplois ? Pourquoi l'interdiction de l'intérêt sur le capital semble-t-elle une fixation de la pensée « économique » islamiste ?**

Les partis islamiques ont surfé

d'abord sur la vague antisocialiste, en dénonçant les atteintes de l'État à la liberté de commerce. Par la suite, les États se réclamant de l'islam, dans le monde arabe ou hors du monde arabe, ont lancé la mode de la finance isla-

mique à partir des années 1980. Des banques islamiques et des modes de financement islamiques ont poussé un peu partout, et même les grandes banques occidentales, soucieuses de recueillir les dépôts de riches Arabes

### Moulay Youssef Alaoui, l'entreprise et le Coran

À l'occasion d'une rencontre inédite à Beyrouth entre responsables des mondes chrétien et musulman, pour trouver une éthique commune entre les deux religions dans le domaine économique, Moulay Youssef Alaoui, chef d'entreprise marocain, a fait un témoignage poignant de vérité. En quelques mots, il a illustré avec clarté ce que la foi peut avoir de stimulant pour faire face aux défis d'un monde en crise. Alors que l'homme a eu « la chance » d'hériter de deux entreprises familiales, il n'a pourtant eu longtemps qu'une seule idée en tête : trouver un bon moyen de « s'en débar-rasser ». Il n'avait aucun désir de porter la charge de ces entreprises. Timide, inquiet, il n'osait même pas prendre la parole en public.

« Il y a deux ans, à l'occasion d'une rencontre entre chefs d'entreprise au Liban, je me suis fait cette réflexion : mon éducation musulmane fondée sur la responsabilité et la solidarité pouvait-elle vraiment me permettre de vendre ces deux sociétés familiales ? » La réponse est venue dans l'avion qui l'a ramené au Maroc. « Je me suis dit : l'héritage est un don de Dieu et j'ai la responsabilité de le faire fructifier. Je suis un homme et je dois faire preuve d'humilité en ne responsabilisant que moi-même pour les choses qui m'arrivent. »

De retour, l'homme a acquis une stature morale qu'il n'avait jamais endossée et il a pris rapidement deux décisions pour les 100 personnes qu'il employait : l'une était de créer une Fondation financée à 75 % par les bénéfices de l'entreprise et à 25 % par la cotisation du personnel ; l'autre, celle de relever le niveau des salaires les plus bas de l'entreprise. Alors que Moulay s'apprêtait à voir les autres salariés protester devant cette augmentation partielle, il a eu la surprise de découvrir qu'aucun n'a émis d'objection et que la solidarité était une valeur partagée qui ne demandait qu'à être appliquée. Revenant sur la *hadith* (dit du Prophète), « Le meilleur est celui qui est le plus utile aux autres », Moulay Youssef Alaoui y lit non seulement une invitation à la mise en valeur de son héritage au profit des autres, mais également un appel à « devenir acteur de sa liberté », une dimension trop peu encouragée dans l'économie des pays musulmans. ■

L. Dh.

► [www.beirutconference.org](http://www.beirutconference.org)



*Georges Corm: « Les mouvances islamiques n'ont guère développé de programmes d'éthique des affaires et de redistribution des revenus. »*

faisant montre de piété, ont ouvert des guichets de « finance islamique ». Formellement, ces institutions ne payent pas d'intérêt à leurs déposants et ne font pas payer d'intérêts à leurs emprunteurs. Cela est réalisé à travers diverses formules d'association à leurs bénéficiaires pour les déposants, payés sur l'association qu'elles ont dans les bénéfices de leurs emprunteurs. Beaucoup d'opérations sont déguisées en différentes formules de *leasing* où l'emprunteur paye des loyers à sa banque islamique. En fait, la base de calcul a toujours comme référence implicite les taux d'intérêt internationaux plus une marge.

Cette interdiction formelle de l'intérêt leur permet d'apparaître comme conformes à la charia qui interdisait le prêt à intérêt (tout comme dans le christianisme), bien que d'éminents juristes musulmans dès le début du

siècle dernier aient expliqué qu'il était licite de pratiquer l'intérêt, à condition qu'il ne soit pas usuraire. Mais, ce qui reste certain, c'est qu'aucun des États qui ont choisi de généraliser la finance islamique (Arabie Saoudite, Pakistan, Iran, Soudan) n'apporte aujourd'hui la preuve d'un meilleur développement économique, ni d'une justice sociale plus grande.

■ **Quel est le travail que font les mouvements islamistes sur le terrain : de l'assistanat ? De l'achat de voix opportunistes ? De la redistribution durable de richesses ?**

□ Certains des membres de ces mouvements sont devenus des hommes d'affaires prospères en s'inscrivant dans les circuits de l'économie de rente. Par ailleurs, depuis des années, fleurissent des associations charitables qui viennent de façon marginale combler les insuffisances en matière de sécurité sociale des États. Elles ont des réseaux très développés dans les campagnes pauvres et les bidonvilles urbains. Elles deviennent de ce fait très influentes idéologiquement, et influencent considérablement les votes dans les exercices électoraux. Elles influent aussi sur la généralisation de mœurs islamiques rigoristes et les modes d'habillement de l'homme et de la femme. Mais il faut noter que cela n'a pas vraiment fait reculer les énormes injustices sociales caractéristiques des économies rentières.

■ **Quelles sont les aspirations éthiques profondes de l'islam qui sont susceptibles d'influencer les politiques économiques de certains pays ?**

□ Ces aspirations sont peu connues, comme c'est malheureusement le cas pour l'éthique économique chrétienne, qui est sur le fond très similaire. Le souci principal du croyant doit être la sollicitude matérielle envers les vieux parents, les orphelins, les démunis. Par ailleurs, la bonne foi et l'équité dans les transactions commerciales constituent également une obligation de nature religieuse. Malheureusement, en dehors du slogan « *l'islam est la solution* », les mouvances islamiques n'ont guère développé de programmes d'éthique des affaires, de justice sociale et de redistribution des revenus, inspiré de leur patrimoine. L'impôt inspiré de la sharia islamique, dit *zakat*, appliqué dans les pays que j'ai cités n'est pas suffisant pour atténuer les énormes écarts de richesses.

Mais si le slogan sur l'islam comme solution à tous les problèmes a eu autant de succès populaire, c'est qu'aux yeux de larges pans de déshérités de ces sociétés, l'islam rime avec justice sociale. Un vieux dicton arabe bien connu affirme : « *La justice est ce qui fait de bons royaumes.* » L'accession au pouvoir des partis islamiques sonne pour eux l'heure de vérité. ■

Mais si le slogan sur l'islam comme solution à tous les problèmes a eu autant de succès populaire, c'est qu'aux yeux de larges pans de déshérités de ces sociétés, l'islam rime avec justice sociale. Un vieux dicton arabe bien connu affirme : « *La justice est ce qui fait de bons royaumes.* » L'accession au pouvoir des partis islamiques sonne pour eux l'heure de vérité. ■

## L'IMPÔT INSPIRÉ DE LA SHARIA ISLAMIQUE N'EST PAS SUFFISANT POUR ATTÉNUER LES ÉNORMES ÉCARTS DE RICHESSES.